

**Union européenne - Mécanisme
européen de protection civile -
Communiqué du ministère de
l'intérieur**

(Paris, 25 juillet 2017)

Devant faire face à d'importants incendies, la France a appelé l'Union européenne à l'aide, en actionnant le mécanisme européen de protection civile.

Créé en 2001, il permet d'être réactif sans disposer d'importants moyens propres, grâce à son centre de coordination des interventions d'urgence, basé auprès de la Commission à Bruxelles et opérationnel 24h/24H. Il enregistre les demandes des pays et y répond immédiatement en coordonnant les moyens mis à disposition par les États.

Qu'est-ce que le mécanisme européen de protection civile

Lorsque l'ampleur d'une situation d'urgence dépasse les capacités de réponse nationales du pays affecté, le mécanisme européen de protection civile permet l'organisation d'une aide coordonnée par les États y prenant part.

Le mécanisme européen de protection civile peut être activé pour tout type de catastrophe. Parmi les exemples récents, on peut citer l'épidémie d'Ébola en Afrique de l'Ouest (2014), les inondations dans les Balkans occidentaux (2014), le conflit dans l'est de l'Ukraine (2015), le séisme au Népal (2015), les feux de forêt en Grèce (2015) ou au Portugal (2017) et bien sûr la crise migratoire européenne (2015-2017).

Le mécanisme peut aussi être activé lors d'urgences liées à la pollution marine ; il oeuvre alors en étroite collaboration avec l'Agence européenne pour la sécurité maritime (EMSA).

L'ensemble des 28 États membres de l'UE participent au mécanisme, de même que l'Islande, la Norvège, la Serbie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et la Turquie.

N'importe quel pays dans le monde peut faire appel au mécanisme européen de protection civile. Les Nations unies et ses agences, de même que certaines organisations internationales, peuvent également introduire une demande d'aide par ce biais.

L'aide fournie aux pays frappés par des catastrophes, en matière de protection civile, se compose de ressources contribuées par les États participants, et peut prendre la forme d'une

assistance matérielle, d'une expertise, de l'envoi d'équipes d'intervention, ou encore de l'acheminement d'équipements spécifiques. Des experts sont également déployés sur le terrain, dans le cadre du mécanisme, afin d'évaluer les besoins et d'assurer une coordination avec les autorités locales et les organisations internationales, ainsi que pour effectuer des missions de conseil, auprès des pays affectés, en matière de prévention et de préparation. Lorsqu'une aide en protection civile est demandée par des pays tiers, elle est généralement combinée à une aide humanitaire.

La législation européenne en matière de protection civile, datant de 2013, met surtout l'accent sur la préparation et la prévention des catastrophes, ainsi que sur l'évaluation et la planification de la gestion des risques, à l'échelle nationale. Afin de permettre une réponse plus rapide et prévisible de la part de l'UE lors de catastrophes, les capacités européennes de réponse d'urgence (EERC) ont été créées. Il s'agit d'un pool volontaire de ressources pré-engagées par les États participant au mécanisme européen de protection civile.

Centre de coordination des interventions d'urgence (ERCC)

L'ERCC est le cœur opérationnel du mécanisme européen de protection civile. Le centre rend disponible, 24h/24 et 7j/7, une capacité de veille des catastrophes et de coordination des interventions. L'ERCC recueille des informations en temps réel et d'alerte précoce sur les catastrophes, surveille les risques, prépare des plans de déploiement des ressources (experts, équipes et matériel) tirées du pool volontaire, cartographie les capacités disponibles en coopération avec les États membres et coordonne les efforts européens de réponse aux catastrophes.

L'ERCC est en liaison directe avec les autorités chargées de la protection civile et de l'aide humanitaire dans les États participants, garantissant ainsi une réponse européenne cohérente aux catastrophes.

Interventions du mécanisme européen de protection civile

Depuis sa création en 2001, le mécanisme européen de protection civile a assuré le suivi de plus de 300 catastrophes et enregistré plus de 200 demandes d'assistance.

Renforcer les capacités européennes d'intervention d'urgence

Les capacités européennes d'intervention d'urgence, prenant la forme d'un pool volontaire de ressources, constituent la principale innovation du mécanisme européen de protection civile. Les pays intéressés peuvent engager à l'avance différentes sortes de ressources pour participer aux missions européennes coordonnées de protection civile. Lorsqu'une catastrophe se produit, l'ERCC aura pour rôle de faciliter le déploiement coordonné de ces ressources, en étroite collaboration avec les États participants. Ceci permet d'améliorer la disponibilité immédiate des capacités d'intervention, de rendre l'aide plus prévisible et de réduire considérablement les délais de déploiement. États participants et Commission collaborent étroitement pour développer des critères de qualité et un processus de certification pour les différentes équipes,

garantissant de la sorte que toutes les équipes répondent à des normes élevées de qualité et d'interopérabilité, et puissent travailler efficacement ensemble sur le terrain. Des formations et exercices sont organisés, pour tester et améliorer encore la coordination et les performances de chacun.

Les coûts de mise à niveau des ressources nationales, ainsi que les coûts de certification, de formation et d'organisation d'exercices et ateliers peuvent être financés par l'UE. Une fois certifiées et intégrées au pool volontaire, les frais de transport des équipes déployées en réponse à des urgences pourront être cofinancés par l'UE, à hauteur d'un maximum de 85%.

Un Corps médical européen (CME) a été mis sur pied, dans le cadre du pool volontaire, pour mobiliser des équipes et experts médicaux et en santé publique, pour des opérations de préparation et d'intervention, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'UE. Le CME sera la contribution de l'Europe au Corps médical d'urgence mondial, créé sous les auspices de l'Organisation mondiale de la santé. Il permettra d'accroître, de façon significative, la disponibilité en médecins et matériel médical pour répondre aux urgences, et permettra également de mieux planifier et préparer la réponse aux urgences ayant des conséquences sur le plan sanitaire. Il donnera forme à une assistance médicale européenne répondant aux niveaux requis de qualité.

Planifier la gestion des risques

Dans le cadre du mécanisme européen de protection civile, les États participants partagent leurs évaluations nationales des risques et de leurs capacités nationales de gestion de ces derniers. La Commission européenne guide les États participants dans l'exécution de ces évaluations et facilite la dissémination et l'échange d'informations sur les bonnes pratiques. Les évaluations par les pairs sont reconnues comme un élément essentiel de l'amélioration des systèmes de gestion des risques des États participants. Comprendre les risques constitue le point de départ du développement des plans de contingence pour l'organisation d'une réponse européenne collective face aux crises majeures. Ces plans faciliteront aussi les échanges de meilleures pratiques et permettront d'identifier les domaines dans lesquels il est nécessaire d'investir davantage en matière de prévention.

Comblent les lacunes

Par le biais du mécanisme européen de protection civile, des fonds européens sont aussi débloqués pour combler les lacunes et les déficits temporaires en termes de ressources, de sorte à améliorer la préparation aux catastrophes, ainsi que la planification des efforts européens de réponse aux catastrophes.

Faciliter le transport de l'aide

L'UE contribue financièrement au transport de l'aide proposée par les États participants et facilite également la coordination générale des transports et des efforts logistiques. En 2015, le cofinancement des transports par l'UE dépassait les 14 millions d'euros au total.

Prévention et préparation

Les efforts de préparation et de prévention permettent de réduire l'impact des catastrophes. L'amélioration de la qualité et l'accessibilité des informations concernant les catastrophes, la mise en oeuvre de mesures de prévention, la sensibilisation de l'opinion aux risques et à la gestion des catastrophes, l'élaboration de lignes directrices à destination des États participants pour l'évaluation et la cartographie des risques, le soutien à la recherche pour renforcer la résilience aux catastrophes, et l'amélioration des outils d'alerte précoce représentent quelques-unes des activités de prévention de l'UE. En outre, pour encourager un meilleur niveau de préparation, la Commission européenne organise un programme de formations, d'exercices, d'échanges d'experts, et d'apprentissages tirés des expériences passées./.

(Source : site Internet du ministère de l'intérieur)